

KHI-DEUX

Bulletin trimestriel de l'activité statistique au Mali

2016 n°12

20 juin 2016

Institut National de la Statistique (INSTAT)

Editorial

SOMMAIRE

- EDITORIAL
- DOSSIER DU TRIMESTRE
- ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL:
 - ◇ INSTAT
 - ◇ DRPSIAP
 - ◇ CPS
 - ◇ Observatoires
- LES UTILISATEURS ET NOUS

La commune est appelée à renforcer ses propres capacités de gestion municipale, d'organisation des acteurs et de programmation à long terme de la vie de la commune afin de jouer pleinement son rôle de maître d'ouvrage de la relance de l'économie locale

Le premier trimestre de l'année 2016 a été caractérisé par l'organisation des activités de la revue du Schéma Directeur de la Statistique (SDS).

On retiendra également la nomination du Directeur Général de l'INSTAT au poste de Secrétaire Général du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Population.

L'INSTAT a le plaisir de mettre à votre disposition le numéro 12 du « KHI-DEUX » qui entend donner, dans un format assez concentré, des informations sur les activités majeures réalisées par le Système Statistique National (SSN) au cours du premier trimestre 2016.

A cette fonction de diffusion des activités statistiques, nous avons choisi d'ajouter comme d'habi-

tude deux rubriques plus spécifiques.

La première intitulée « *Dossier du trimestre* » se propose d'attirer l'attention sur une problématique économique, sociale ou culturelle ressortie des travaux réalisés par le SSN afin de contribuer à l'amélioration des résultats des politiques publiques.



Seydou Moussa TRAORE
Directeur Général de l'INSTAT

Ce numéro traite du thème « **Dialogue et relance de l'économie locale** (une étude de GREAT-Mali réalisée à Koutiala) »

La seconde rubrique, intitulée « **Les utilisateurs et nous** », permet de recueillir les points saillants de l'interview accordée à un utilisateur de données statistiques, occasion de recueillir son regard critique sur la production, la diffusion et l'utilisation des données statistiques et aider le SSN à mieux répondre aux besoins des utilisateurs. Ce numéro vous présente l'interview que nous a accordée Monsieur **Mamy COULIBALY**, Coordinateur adjoint du Système d'Alerte Précoce (SAP) du Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA) que nous remercions. Chers lecteurs, l'INSTAT compte sur vos critiques et suggestions pour améliorer les futurs numéros.

Dossier du trimestre. Dialogue et relance de l'économie locale

La commune pour jouer pleinement son rôle de maître d'ouvrage de la relance de l'économie locale, est appelée à renforcer ses propres capacités de gestion municipale, d'organisation des acteurs et de programmation à long terme de la vie de la cité, tout en s'appuyant sur des concertations avec les principaux acteurs locaux avec lesquels elle animera un espace de dialogue et d'interpellation populaire. Les enjeux identifiés dans le processus de relance de l'économie locale

peuvent être ordonnés en 3 dimensions à savoir économique, spatiale et politique.

Spécifiquement, les aspects économiques qui constituent l'ossature de la phase diagnostic portent sur :

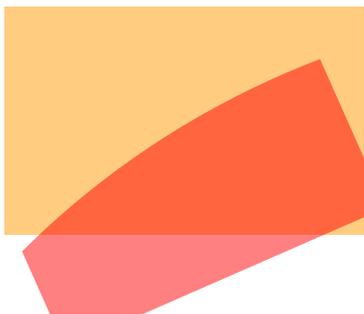
- le complexe économique le plus important de la zone d'études ;
- le secteur informel ;
- les échanges commerciaux et la fréquenta-

tion des foires ;

- l'analyse du budget de la ville-pôle.

Dans la méthodologie utilisée au cours de la phase de diagnostic, on peut distinguer plusieurs étapes dont :

- l'identification en atelier ECOLOC des enjeux du développement local ;
- le choix des études thématiques ;
- l'élaboration du "profil de l'économie locale".



A la faveur de la décentralisation, il apparaît nécessaire d'identifier les leviers sur lesquels agir afin de rendre la collectivité plus viable, plus compétitive et plus attractive, en un mot garantir le développement économique local.



Quoi diagnostiquer ?

Les premières informations sont collectées dans les bases de données des derniers recensements généraux de la population et de l'habitat (RGPH). Elles sont complétées de données sectorielles propres à la zone d'études tant que cela est possible, qu'il s'agisse du secteur agricole, de l'industrie, des services ou de l'administration publique.

De telles données sont généralement disponibles auprès des services techniques de l'Etat, des entreprises et de leurs filiales, des banques et institutions de microfinance, des ONG, de la mairie et des projets et programmes implantés dans la zone.

A toutes ces données secondaires, s'ajoutent celles obtenues par enquêtes dont :

- l'inventaire des points d'activités de la ville-pôle
- l'inventaire des chantiers de la ville-pôle
- l'inventaire du secteur moderne de la ville-pôle
- la collecte des données auprès d'un échantillon du secteur agricole
- la collecte des données auprès d'un échantillon du secteur informel
- la consommation des ménages, auprès d'un échantillon de ménages
- l'emploi et le revenu des ménages, auprès d'un échantillon de ménages.

Pourquoi le dialogue ?

La concertation des différents acteurs publics et privés de la ville-pôle et de son hinterland se fait autour des conclusions et recommandations des études de l'économie locale.

Le but est d'instaurer un véritable dialogue entre tous les acteurs pour arriver, par voie de négociation, à un plan-programme de développement économique, largement consensuel. Ce plan programme comporte deux composantes essentielles, une stratégique et l'autre opérationnelle. Pour la mise en œuvre du plan opérationnel, il est élaboré une Charte de développe-

ment local dont la signature donne lieu à la tenue d'un Forum local où sont conviés toutes les forces vives, les opérateurs économiques et les administrations décentralisées et déconcentrées.

Comment s'opère le dialogue ?

Le processus de dialogue ou de concertation comprend quatre étapes :

1. la construction institutionnelle et la préparation des acteurs ;
2. l'élaboration de la vision ;
3. l'exercice de programmation ;
4. l'élaboration de la charte locale et la tenue du forum de relance de l'économie locale.

Qu'est-ce qui alimente le dialogue ?

Les principales sources de données seront les PDESC des communes et les fiches d'entretien auprès des principaux acteurs. Ces fiches sont remplies à l'aide d'un questionnaire ou guide d'entretien structuré en 8 sections :

- Identification du Répondant
 - Croissance urbaine et relation ville-campagne
 - Besoins d'infrastructure
 - Besoins d'équipements publics (voirie et ouvrage de drainage, patrimoine bâti, espaces et places publiques
 - Mobilisation de ressources financières locales
 - Réformes institutionnelles
 - Secteur productif
 - Dynamique sociale.
7. Pourquoi un Plan programme de développement économique local

Issu d'un long processus de dialogue et de concertation entre les acteurs du développement de la zone d'études, le PPDEL est utilisé comme plan unique de relance de l'économie locale, censé impulser le développement. Il a trait à tous les projets prioritaires d'investissements et d'entretien

dans les domaines des infrastructures et équipements de base, des voies d'accès, de l'aménagement du territoire y compris de l'urbanisme, des équipements marchands et des projets privés de transformation des produits locaux et de fourniture de services marchands aux populations pour un plus grand bien-être social.

Le suivi de la mise en œuvre du PPDEL est assuré par le Comité ECOLOC élargi ou tout autre organe qui le remplacerait à la fin de la phase de dialogue tel qu'aujourd'hui à Koutiala l'Intercollectivité "Miniankala Kafo" créée sous forme d'organisation syndicale par décision du Gouverneur légalisant l'Arrêté conjoint municipal des collectivités du cercle de Koutiala (les 36 communes plus le Conseil de cercle).

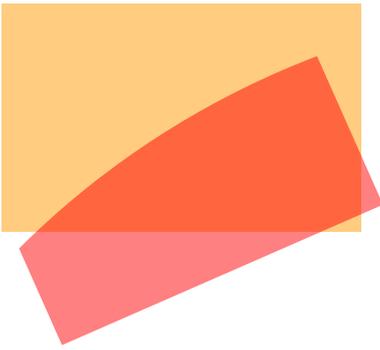
Conclusion

En plus de fournir sur la ville des informations chiffrées et documentées tant socio-économiques que spatiales comblant l'insuffisance de données statistiques détaillées à ce niveau de désagrégation spatiale, la démarche ECOLOC met en évidence les obstacles et surtout les potentialités d'un réel développement local.

Toutes les études ECOLOC sont faites dans le cadre d'un dialogue social permettant l'élaboration de véritables plans stratégiques de développement de la commune urbaine et de son hinterland.

Le montage proprement dit de la vision est le résultat d'un exercice participatif autour de la prospective, qui aboutit à la production d'un CRDE, d'un Livre blanc, d'un PPDEL et d'une Charte de développement local.

Il faut noter que les projets issus du PPDEL portent sur l'aménagement des plaines et retenues d'eau, la réalisation d'infrastructures routières et de travaux d'urbanisation, la transformation industrielle et artisanale des produits locaux, la construction d'infrastructures d'éducation et de santé.



La Gestion axée sur les Résultats (GAR) est l'instrument sur lequel s'appuie l'Institut National de la Statistique et ses démembrés en vue d'atteindre les objectifs du système Statistique National du Mali tout en améliorant les performances individuelles des agents et les capacités d'interventions des structures.

L'organisation des revues du SDS doit permettre de développer un dispositif de collecte et de traitement des informations nécessaires à la rédaction du rapport "Bilan des activités et programme statistique" pour la revue du SDS.



ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL

INSTAT

Dans le domaine des statistiques démographiques et sociales, l'INSTAT a publié en 2015 l'annuaire statistique 2014 du Mali.

Dans le domaine des statistiques de conjoncture, il a publié :

- Le Bulletin de l'Indice Harmonisé de la Production Industrielle 4ème trimestre 2015 ;
- La note de conjoncture 2ème trimestre 2015 ;
- Le bulletin de conjoncture 2ème trimestre 2015.

Dans le domaine des statistiques économiques, il a publié :

- les Bulletins de l'Indice Harmonisé des Prix à la consommation des mois de janvier, février et mars 2016 ;
- l'Indice des matériaux de construction des mois de décembre 2015, janvier 2016 et février 2016.

Enfin, l'INSTAT a publié le bulletin trimestriel « KHI-DEUX N°11»

Ils sont tous accessibles sur le site de l'INSTAT et support papier.

L'INSTAT a, dans le cadre de la préparation de la revue du Schéma Directeur de la Statistique (SDS), procédé à la mise en place du Comité préparatoire avec pour principale attribution la préparation et l'organisation de la revue 2016 du SDS.

Composé des Départements de l'INSTAT, des représentants des CPS, de la DNP, de la DNPD, de la DNP, de la DNAT, de l'ODHD, de la CT-CSLP et du Centre de Formation et de Perfectionnement en Statistique (CFP-STAT) les activités du comité ont été financées entièrement sur le Budget de l'INSTAT

Il a aussi procédé à l'élaboration du Rapport bilan 2015 du

SDS et du Rapport programme statistique 2016, 2017 et les grandes orientations 2018-2019 du SDS

Il a enfin mené en partenariat avec la DFM du Ministère de l'Education Nationale et la Banque mondiale une étude pour l'élaboration d'un système de collecte et de traitement des informations en ligne pour l'organisation des revues du SDS en vue de développer et mettre en ligne sur le site de l'INSTAT un dispositif de collecte et de traitement des informations nécessaires à la rédaction du rapport "Bilan des activités et programme statistique" pour la revue du SDS.

Cette étude a été financée par Banque Mondiale (Trust fund) à hauteur de 12 millions de FCFA



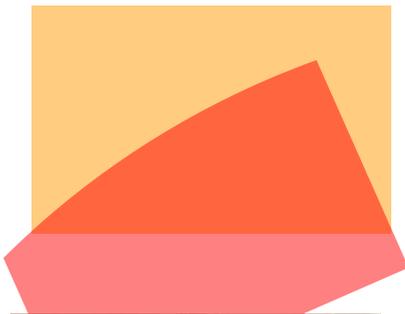
L'INSTAT a participé du :

- 1er au 3 février 2016 à Accra (Ghana) à la conférence sur l'amélioration des données pour de meilleurs politiques macro économiques ;
- 13 au 20 février 2016 à Nouakchott (Mauritanie), à l'atelier de renforcement des capacités pour le suivi de l'insécurité alimentaire au sahel ;
- 16 au 20 février 2016 à Ouagadougou (Burkina Faso), à l'atelier régional de validation du rapport sur la surveillance commerciale ;
- 6 au 12 mars 2016 à Tunis (Tunisie), à l'ate-

lier régional de formation sur les statistiques de cout de production (CDP) agricole pour les pays francophones ;

- 8 au 20 mars 2016 à Dakar (Sénégal) à l'atelier STARFRAM de la PLATE-FORME Nationale d'évaluation (NEP) ;
- 13 au 19 mars 2016 à Ouagadougou (Burkina Faso), au séminaire du premier semestre 2016 sur la conjoncture économique et la prévision à court terme dans les Etats membres de l'UEMOA ;
- 16 au 19 mars 2016 à Dakar (Sénégal), à l'atelier régional sur l'analyse et la mesure de la résilience ;
- 20 au 26 mars 2016 à zanzibar (Tanzanie), à l'atelier de validation des données de l'annuaire statistique Africain ;
- 27 mars au 2 avril 2016 à Dakar (Sénégal) à l'atelier sur les techniques d'échantillonnage WAEMU Projet harmonisation enquêtes ménages ;





Rencontre de cadrage des services régionaux en charge des questions de planification dans le cadre de l'élaboration des Programmes transfrontaliers de Développement Local des deux espaces Kéniéba - Saraya et Bakel - Kayes

Une bonne planification régionale et locale exige toujours l'utilisation des statistiques fiables et à jour.



Personnel DRPSIAP District de Bamako

DRPSIAP

1. La DRPSIAP de Kayes a, au titre des opérations spéciales, participé à une session de formation sur l'Outil Informatisé de Suivi Evaluation communément appelé base «OISE». Cette formation qui s'est tenue du 21 au 25 mars 2016 dans la salle de conférence du Conseil Régional de Kayes, avait pour objectif général de rendre opérationnel le suivi-évaluation de la décentralisation dans la région de Kayes à travers la Base OISE. Les objectifs spécifiques sont les suivants :

- Assurer la maîtrise de la gestion de la Base OISE par les administrateurs et les prestataires ;
- Outiller les bénéficiaires aux indicateurs DCPND, les méthodes de collecte des données, les modes de calcul et l'enregistrement des données ;
- Assurer la production des états et rapports directement édités depuis la Base OISE ;
- Développer les capacités d'animation pour une validation des données OISE à partir des cadres de concertation CLOCSAD et CROCSAD.

Les résultats attendus de cette formation sont les suivants :

- les agents de la DRPSIAP et des SLPSIAP et les prestataires, ont, chacun en ce qui le concerne, une maîtrise parfaite de son rôle dans la gestion de la Base OISE ;
- Les agents du plan en charge de la saisie des données dans la Base, ont une maîtrise parfaite des formulaires et traitements y afférents pour une gestion optimale de l'outil ;
- L'édition automatique du contenu des rapports par OISE est maîtrisée par tous les gestionnaires ;
- Les mécanismes d'agrégation et de compilation, d'interprétation et de diffusion des données sont maîtrisés par les gestionnaires des niveaux cercle et région ;
- L'analyse des disparités entre communes d'un même cercle et entre les cercles de la région est maîtrisée par les gestionnaires de la Base OISE ;
- Un plan d'action de suivi du niveau de remplissage des formulaires est adopté à la fin de la formation ;
- Les fiches de collecte sont

remises aux administrateurs OISE pour la collecte des informations par cercle.

Rappelons que Depuis la disparition du Dispositif CCC et CSR en 2007, la gestion de la Base OISE a été confiée aux structures pérennes de l'Etat en l'occurrence l'administration décentralisée via les gouverneurs et les Préfets. L'instruction N°00313 MATCLSG du 23 janvier 2008 MATCL confie la responsabilité du fonctionnement de la Base au Conseiller aux affaires administratives et juridiques du Gouverneur pour le niveau régional et à l'adjoint au Préfet pour le niveau cercle. De cette date à nos jours, le suivi-évaluation de la décentralisation ne répond plus aux objectifs initiaux de rendre compte fidèlement et de manière participative des progrès enregistrés par la réforme.

Par conséquent, le suivi des indicateurs de performance des collectivités territoriales est tombé dans l'impasse.

Le relance de la base OISE qui se traduit par : i) Actualiser et mettre en œuvre le plan de relance et de redynamisation de la Base OISE, du cycle de concertation et de capitalisation des organes d'orientation, ii) Accompagner le mécanisme de rapportage des indicateurs du DCPND au niveau régional et local, iii) Mettre en œuvre le dispositif de suivi évaluation du DCPND, IV) Réaliser une évaluation de la mise en œuvre du plan d'action du DCPND.

Pour réussir cette mutation, le Programme d'Appui à la Décentralisation et à la Réforme de l'Etat (PADRE-GIZ), dans ses Régions d'intervention accompagne le processus de suivi évaluation de la décentralisation.

C'est dans ce cadre que le PADRE-GIZ organise la présente formation au bénéfice des gestionnaires de la base OISE et des prestataires pour se familiariser avec l'outil.

2. La DRPSIAP de Sikasso a, au titre des rencontres participé à Validation des indicateurs du Delta Supérieur et du Delta Intérieur

du Niger en vue de créer un Observatoire.

Tenue à Bamako, l'atelier a vue la participation du Conseil Régional, de l'Hydraulique, du DRPSIAP.

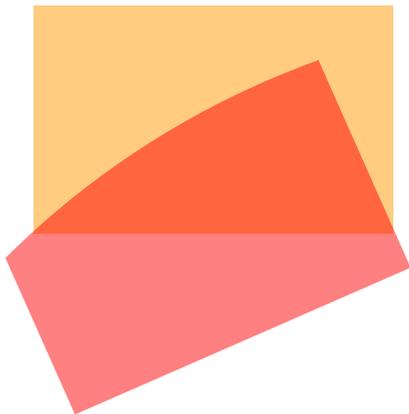
Elle a également participé à la session de formation des acteurs chargés de la Base OISE en vue d'assurer le suivi des Collectivités Territoriales. Cette session tenue à Sikasso a vue la participation des acteurs de la décentralisation au niveau régional.

Au titre des missions et appuis techniques, elle a bénéficié d'appui de 3 jours de la PRODEFA sur l'actualisation du Programme Quinquennal d'Aménagement Aquacoles 2016-2020 de Sikasso en vue de développer la filière pêche.

3. La DRPSIAP de Gao a, au titre des rencontres, participé à l'atelier de restitution des résultats de l'EMOP 2015-2016. Tenu à Mopti sur financement de l'INS-TAT, cet atelier qui visait une large diffusion des résultats de l'EMOP 2015-2016 a vue la participation des DRPSIAP, Superviseurs EMOP, SLPSIAP des régions de Mopti, Tombouctou et Gao.

Elle a également participé à l'atelier de restitution sur l'étude diagnostic de base du Programme de Développement Durable dans la région de Gao qui avait pour objet la présentation du rapport diagnostic de base du DDRG suivie d'échanges sur la collecte des données complémentaires dans les domaines d'intervention du DDRG. Tenu à Gao sur financement de la Coopération Luxembourgeoise, l'atelier a vu la participation du Gouvernorat, des services techniques régionaux des ONG et des PTF

Elle a enfin participé à l'atelier sur le ciblage communautaire qui s'est tenu à Mopti sur financement de la Banque mondiale et qui a vu la participation du Gouvernorat, DRDS, DRPSIAP, Maires et secrétaires généraux des 6 communes du cercle de Gao, de Niafunké et de Youwarou.



Projet Hydro-électrique de Gouina



CPS Secteur Equipement Transport et Communication

Au titre des missions et appuis techniques, elle a participé à l'atelier de suivi des activités du Projet de Reconstruction et de Relance Economique (PRRE) en vue de suivre la mise en œuvre des activités du projet dans les zones d'intervention. Cet atelier de 5 jours a été financé par la Banque mondiale.

Rappelons que ce projet a été initié par le Gouvernement du Mali et la Banque Mondiale suite à la crise socio-politique et sécuritaire de 2012. Le projet s'articule autour de 4 composantes :

Composante 1 : Réhabilitation des infrastructures ;
Composante 2 : Appui aux investissements productifs ;
Composante 3 : Engagement communautaire et Gouvernance Locale ;
Composante 4 : Gestion, suivi et évaluation du projet.

Elle a également donné un appui à la formation des agents sur les outils de collecte des données sur la situation alimentaire et nutritionnelle des populations en vue de mettre à jour la base de données de suivi. Cette session de 5 jours a été réalisée en partenariat avec l'OPAM, le SAP et l'UNICEF.

3. La DRPSIAP de Bamako

a, au titre des opérations spéciales participée à la tenue du 1er Conseil d'Administration de l'Agence de Développement Régional (ADR) du District de Bamako qui avait pour objet l'examen et l'adoption du règlement intérieur, l'état des lieux, l'examen et l'adoption du budget 2016 ainsi que l'examen et l'adoption du plan de recrutement du personnel

Au titre des rencontres, elle a participé à la réunion du comité de formulation et de sélection des projets du Contrat plan - Etat/District de Bamako en vue de valider les projets à inscrire au Contrat plan - Etat/District de Bamako. Tenue le 28/01/2016 à la mairie du District, elle a regroupé les représentants de la Mairie du District, du CTAC, de l'ADR de Bamako, de la DSUVA et des Mairies des 6 communes du District.

Elle a également participé à la réunion du Comité Régional d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement (CROCSAD) du District de Bamako qui avait pour objet la présentation de l'ADR

et l'orientation des activités de son plan d'action 2016.

Tenu dans la salle de Conférence du Gouvernorat du District, elle a regroupé tous les services techniques régionaux du District de Bamako, les collectivités, l'ANICT, la Société civile et le secteur privé .

Elle a aussi participé à l'atelier de validation des indicateurs de l'Observatoire du Niger Supérieur et du Delta intérieur du Niger dans le cadre du programme GIRE/Mali, le 18/01/2016. Cet atelier qui s'est tenu à l'Hôtel Mandé avait pour objectif de mobiliser les acteurs autour de la validation des indicateurs.

Elle a enfin participé à l'atelier régional pour l'actualisation du programme quinquennal d'aménagement aquacole qui s'est tenu au Musée National et qui visait d'une part à analyser la problématique de la pêche et de l'aquaculture au niveau régional et d'autre part, évaluer et analyser les besoins et priorités des communautés en matière de développement de la pêche et de l'aquaculture.

CPS

1. CPS Secteur Santé, Développement Social, Promotion de la Femme

Au titre des opérations spéciales, la CPS/SSDSPF en partenariat avec Measure Evaluation, procède actuellement à la mise en œuvre de la gestion du Système d'Information Sanitaire (SIS) par le logiciel District Health Information Software (DHIS2) en vue d'intégrer de façon modulaire et progressive les différents sous-systèmes du Système National d'Information Sanitaire et Social (SNISS) dans le logiciel DHIS 2. Cette opération de 3 ans est financée par l'USAID à hauteur de 8 milliards de FCFA.

Rappelons que DHIS2 est une plateforme d'intégration de Système d'Information Sanitaire (SIS) développée par l'Université d'Oslo (Norvège) et utilisée par de nombreux pays et organisa-

tion internationale de par le monde.

C'est une plateforme web flexible et open source qui peut être paramétrée pour s'adapter aux besoins de chaque pays. Elle permet un accès multiple et contrôlé à différents utilisateurs en réseau. Elle dispose d'une fonctionnalité offline pour la saisie et peut interagir avec plusieurs types d'appareils comme les téléphones portables (sms et internet mobile), les tablettes et les ordinateurs.

2. CPS Secteur Mines et Energie

Au titre des rencontres, elle a participé aux ateliers de formation sur la conception, préparation et gestion des Projets/Programmes ainsi que sur la Gestion et le suivi/évaluation des programmes publics. Ces ateliers avaient pour objet d'assurer le passage du budget de moyen au budget basé sur les résultats en vue d'améliorer l'efficacité des dépenses publiques aussi bien que de mettre à disposition une formation spécifique en planification stratégique budgétisation, gestion et suivi des programmes publics.

Financés par l'Union Européenne, ces ateliers se sont tenus à la DNPd et a vu la



CPS Secteur Coopération et Intégration

participation de la DNPd, des CPS et les Gestionnaires de projets programmes publics en conception.

3. CPS Secteur Industrie, Commerce, Artisanat, Emploi et Promotion de l'Investissement Privé

La CPS/SICAEP a, au titre des opérations spéciales, participé à la formation sur le remplissage des fiches de suivi évaluation des projets programmes. Cette session de trois jours a été financée sur le budget national pour un coût de 7 millions de FCFA.

Elle a aussi procédé pendant deux semaines à la collecte et au traitement des données statistiques pour l'élaboration de la revue sectorielle 2015 qui a pour objet de faire le point de la situation d'exécution des politiques, stratégies, projets et programmes du secteur au 31 décembre 2015 et d'étudier ses perspectives pour la période 2016-2018.

Elle a enfin procédé pendant une semaine à la collecte des données sur le financement extérieur des projets et programmes en vue de contribuer à l'élaboration du rapport de suivi de l'exécution du financement extérieur des projets et programmes financés sur le budget spécial d'investissement (BSI).

OBSERVATOIRES

1. Observatoire du Développement Humain Durable (ODHD)

L'ODHD a, au titre des opérations spéciales et en partenariat avec le PNUD, organisé l'atelier sur les « Travaux du Programme d'Appui à la Gouvernance, à la Résilience Economique pour la Réduction de la Pauvreté » en vue d'examiner et de valider le rapport d'activités et la situation d'exécution financière 2015.

Cet atelier d'une journée a été financé par la CT-CSLP.

Il a aussi participé aux travaux de mise en place de l'Observatoire du Niger supérieur et du Delta intérieur du Niger en vue de valider les indicateurs et les métadonnées. Cet atelier d'une journée a été financé par l'ONG Wetlands International.

Il a également participé à la formation des formateurs sur les thèmes « Planification stra-

tégique et budgétisation des programmes publics » et « Gestion et suivi évaluation des programmes publics » avec pour objet d'appuyer la DNP dans la formation des acteurs sur la planification et la budgétisation des programmes publics ainsi que sur la gestion et le suivi des programmes publics. Ces formations de 5 jours chacune ont été financées par la DNP.

Au titre des rencontres, l'ODHD a organisé à Bamako l'atelier sur le Rapport National sur le Développement Humain (RNDH) édition 2016 sur « Migration, développement et réduction de la pauvreté au Mali » en vue de valider le dit rapport.

Financé par l'ODHD, l'atelier a vu la participation des membres du Comité scientifique.

Il a également organisé à Bamako l'atelier sur l'examen technique de l'étude sur « Développement industriel, émergence et lutte contre la pauvreté au Mali ».

Financés par l'ODHD, l'atelier a vu la participation des membres du Comité scientifique.

2. Observatoire du Marché Agricole (OMA)

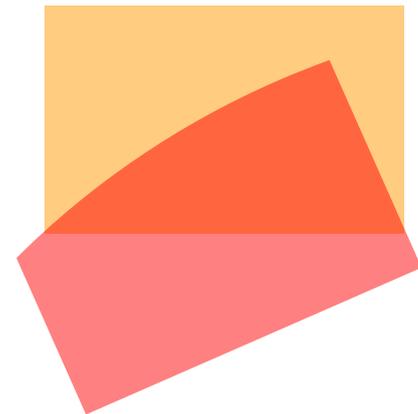
L'OMA a au titre des publications, produit les bulletins mensuels de janvier, février et mars 2016 « Reflet » portant sur les prix et quantités des céréales, des produits non céréaliers, des produits halieutiques, des intrants et du bétail viande tous disponibles et accessibles sur son site www.oma.gov.ml

Il a également publié les rapports hebdomadaires (Communiqué, Poï Kan Poi, Situation et Synthèse). Ils portent sur les données et analyses des prix des produits agricole accessibles sur son site.

Il a aussi publié les rapports hebdomadaires des prix et des faits saillants pour l'analyse des prix et des quantités vendues sur

les marchés de production et leur analyse.

Il a enfin publié Le Bulletin trimestriel Riz portant sur Analyse sur les prix et les quantités de riz (local et importé) accessible sur son site web.



Haut Conseil des Collectivités Territoriales



Observatoire Développement Humain Durable



CPS Secteur Equipement Transport et Communication



Observatoire du Marché Agricole



Conseil Economique, Social et Culturel



Assemblée des Municipalités du Mali

LES UTILISATEURS ET NOUS

Points saillants de l'interview de Monsieur Mamy COULIBALY Coordinateur adjoint du Système d'Alerte Précoce (SAP)



Le SAP reçoit du producteur et par courrier les données recherchées, il lui arrive souvent de faire le déplacement chez le producteur.

Le SAP entretient de bonnes relations de collaboration avec l'INSTAT, particulièrement avec le département des statistiques agricoles et de l'environnement dans le cadre des appuis techniques.

les populations en insécurité alimentaire.

Le SAP est très satisfait des données utilisées mais pense que les facteurs limitant l'utilisation de ces statistiques se trouvent au niveau de la disponibilité à temps et



Système d'Alerte Précoce

Le développement durable nécessite des statistiques sectorielles et locales appropriées.

Pour ce numéro, l'INSTAT a approché le Système d'Alerte Précoce (SAP) en vue de recueillir ses avis sur les produits de la statistique et les utilisations qui en sont faites.

Le SAP utilise en général les statistiques dans les domaines économique, démographique et social. Les données utilisées sont généralement les agrégats et semi agrégats. Les statistiques proviennent principalement de l'INSTAT, des CPS et à l'interne.

L'accès aux données est facile sauf pour les bases de données et se fait généralement à partir des supports papier et électronique.



Les chiffres utilisés le sont uniquement à titre analytique pour comparer des situations dans le temps .

Le SAP a déjà utilisé les données statistiques produites par l'INSTAT pour estimer



l'accès aux bases de données.

Le SAP a surtout besoin des données fiables sur les effectifs du bétail. Il a également besoin des données sur la contribution de l'exode dans les ressources des ménages.

Le SAP estime que l'INSTAT, pour rendre plus accessibles ses données, doit réaliser des enquêtes régulières espacées dans le temps.



Avenue de la Nation, ACI 2000, IMM. MEFB
BP 12, Bamako, Mali

Téléphone : (+223) 20 22 24 55/20 22 48 73
Fax : (+223) 20 22 71 45
E-mail : cnpe.mali@afribone.net.ml

Améliorer les résultats du développement
est notre passion



Directeur de publication

Seydou Moussa TRAORE

Rédacteur en Chef

Karamoko DIARRA

Comité de rédaction

Souleymane KEITA

Mahamadou BAGAYOKO

Boubacar DEMBELE

Retrouvez-nous sur notre site:
www.instat.gov.ml